**Plus de la moitié des pauvres ont moins de 30 ans en France**

**Le nombre de pauvres a augmenté de 1 million entre 2008 et 2011.**

La hausse du nombre de personnes pauvres en France, amorcée au tournant du siècle, s'affirme et s'accélère. Selon une étude de l'Observatoire des inégalités, leur part dans la population est passée de 13 % à 14,4 % entre 2008 et 2011. Aujourd'hui, un peu plus de 8,8 millions de personnes vivent avec moins de 60 % du revenu médian en France (977 euros par mois pour un individu seul, 2.052 euros pour un couple avec deux enfants en bas âge), le seuil de pauvreté de plus en plus communément admis en Europe. Ceux qui n'atteignent pas la moitié de ce niveau de ressources sont près de 5 millions, selon l'Observatoire.

**Pas que des chômeurs**

Qui sont-ils ? Des moins de 30 ans pour plus de la moitié d'entre eux. Plus d'une personne sur dix de la catégorie des 20-29 ans est pauvre et 1,7 million d'enfants et d'adolescents se trouvent dans ce cas. *« Ils le sont parce que leurs parents disposent de revenus insuffisant* s, notamment du fait du chômage, des bas salaires et du morcellement des temps de travail », indique l'étude. A l'opposé, les plus de 60 ans sont bien plus à l'abri, mais la situation vécue par les 4 % de pauvres de cette classe d'âge est souvent très difficile.

L'absence d'un bon niveau de formation ne pardonne pas. Dans 43,6 % des cas, les pauvres sont sans diplôme. Cependant les personnes d'un niveau supérieur à bac +2 sont plus touchées (4,6 % des pauvres) que les bac +2. *« Une partie des jeunes qui sortent des filières généralistes de l'université ont des difficultés à s'insérer dans le monde du travail »*, explique l'Observatoire.

Tous les pauvres ne sont pas chômeurs, loin s'en faut. Pas moins de 1,9 million de personnes vivant sous le seuil des 60 % du revenu médian exercent une activité. Majoritairement féminine (53 %), la population pauvre vit à 57 % dans les grandes villes (plus de 50.000 habitants). A elle seule, l'agglomération parisienne concentre 1,3 million de personnes démunies. Mais avec un taux de 13,3 %, leur part dans la population régionale est inférieure à la moyenne nationale.

Joël Cossardeaux

lesechos.

Le 22/10/2013